



HAL
open science

Modes de représentation et de circulation de “ l’information verte ”, le cas de l’architecture

Anne Lehmans, Patrick Fraysse, Vincent Liquète

► To cite this version:

Anne Lehmans, Patrick Fraysse, Vincent Liquète. Modes de représentation et de circulation de “
l’information verte ”, le cas de l’architecture. L’organisation des connaissances : dynamisme et stabil-
ité, 2012. hal-01925951

HAL Id: hal-01925951

<https://hal.science/hal-01925951>

Submitted on 18 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LEHMANS, A., FRAYSSE, P., LIQUETE, V., 2012. Modes de représentation et de circulation de « l'information verte », le cas de l'architecture. In Widad Mustafa El Hadi (Dir.). *L'organisation des connaissances : dynamisme et stabilité*. Paris : Hermès Lavoisier. Chapitre 25, p. 367-379.

Modes de représentation et de circulation de « l'information verte »

Le cas de l'architecture

Anne Lehmans * — Patrick Fraysse ** — Vincent Liquète ***

* IUFM d'Aquitaine

170, avenue de Verdun 33170 Mérignac CEDEX

anne.lehmans@aquitaine.iufm.fr

** IUT Paul Sabatier - LERASS (EA 827) équipe MICS

115B route de Narbonne BP 67701, F-31077 Toulouse Cedex 9

patrick.fraysse@iut-tlse3.fr

*** IUFM d'Aquitaine - IMS CNRS (UMR5218) équipe CIH – UB1

170, avenue de Verdun 33170 Mérignac Cedex

vincent.liquete@ims-bordeaux.fr

RÉSUMÉ.

Une enquête sur les pratiques informationnelles dans la communauté émergente des architectes éco-concepteurs est élaborée à partir d'une cartographie des données documentaires disponibles pour savoir sur quelles sources d'information existantes les professionnels s'appuient pour réorienter leurs pratiques d'information et de travail, pour améliorer leur « professionnalité » et utiliser leurs réseaux. Dans une perspective compréhensive, cette recherche permet de décrire et d'appréhender la diversité des pratiques, les opinions sur ces pratiques et les systèmes de représentation des acteurs vis-à-vis de l'« information verte » dont les prémisses d'une organisation coopérative reposent sur des interactions sociales liées au militantisme et aux pratiques informationnelles spécifiques à la profession.

MOTS-CLÉS : pratiques professionnelles, communauté émergente, représentation de l'information et des connaissances, architectes éco-concepteurs

1. Introduction

La thématique de l'environnement pour l'information utilisée par des groupes professionnels qui se caractérisent par une approche militante de leur métier, désignée par le terme d' « information verte », a été choisie comme support de pratiques informationnelles chez les architectes éco-concepteurs observées dans les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées. Ce choix repose sur l'hypothèse de l'existence de communautés émergentes au sein de professions construites autour d'une culture stable [CHA 10], qui ne constituent pas une organisation suffisamment structurée sur le plan économique et social pour disposer de réservoirs d'information et de systèmes de gestion et de médiation des connaissances.

Existe-t-il donc, liées à des pratiques professionnelles, des pratiques informationnelles, structurées autour d'un intérêt commun pour l'écologie entendue dans un sens non politique, en l'occurrence, la construction ? Comment les architectes utilisent-ils l'information et la documentation au quotidien ? Quelle culture informationnelle construisent-ils petit à petit ? C'est sur cette thématique de l'écologie, de l'environnement et de l'éco-construction ou éco-conception que nous avons particulièrement posé notre regard. Notre hypothèse est que les acteurs (architectes), qui cherchent à faire évoluer leurs pratiques professionnelles, s'appuient sur des informations qu'ils collectent, créent, traitent, s'échangent ou diffusent. Comment un groupe de professionnels se structure-t-il autour de cette information sans qu'il y ait intervention et/ou médiation d'un professionnel de l'information ? Nous cherchons à comprendre la manière dont s'effectue la mise en place de la circulation de l'information dans les pratiques professionnelles au sein de réseaux d'innovation.

Le premier objectif de ce travail consiste à identifier une communauté d'intérêt pour cette question environnementale, à partir de l'offre informationnelle institutionnellement élaborée et disponible. Le second permet de caractériser des pratiques informationnelles. Certains architectes s'adaptent progressivement à la thématique environnementale sans forcément faire preuve d'innovation, alors que des réseaux militants qui sont beaucoup plus actifs dans ce domaine constituent une nébuleuse qui s'accommode mal des cadres existants et construit de nouveaux modes de représentation et de circulation de l'information et des connaissances. Nous proposons une cartographie des données documentaires disponibles qui permet de savoir sur quelles sources d'information existantes les professionnels s'appuient pour réorienter leurs pratiques d'information et de travail, pour améliorer leur « professionnalité » et utiliser leurs réseaux. Enfin, dans une perspective compréhensive, le recueil de données par entretiens semi-directifs permet de décrire et d'appréhender la diversité des pratiques, les opinions sur ces pratiques et les systèmes de représentations des acteurs.

2. La culture informationnelle des architectes

Le choix d'examiner les pratiques informationnelles des architectes s'explique par la volonté de scruter un groupe qui est construit sur un modèle organisationnel structurant mais éclaté, autour d'enjeux émergents : les questions environnementales. Ce groupe est intéressant parce qu'il est constitué d'individus impliqués dans une pratique professionnelle libérale, traditionnellement plutôt individualiste, avec des besoins en information technique importants et coûteux, ne relevant que partiellement des services publics, mais que la pratique militante rapproche.

La première question qui s'est posée, est celle de l'existence et de la caractérisation d'une « communauté émergente d'éco-architectes ». Si l'on veut trouver les caractéristiques objectives d'une communauté émergente parmi les architectes autour des questions environnementales et/ou écologiques, il est nécessaire de se demander comment, à partir du territoire institutionnel d'une profession liée à un environnement complexe, se dessine éventuellement une communauté dont les préoccupations informationnelles se concentrent plus précisément sur les questions écologiques. Cette

profession se pratique dans un cadre réglementaire très rigide qui en structure l'exercice, plaçant en contradiction les règles (contraignantes) et l'art (libre et créatif) dans les « règles de l'art ».

La profession d'architecte

La profession d'architecte relève d'une extrême diversité en France, à partir d'une formation et d'une culture communes, du point de vue du poids économique (des multinationales aux individus en situation de grande précarité, des chefs de très grosses entreprises aux stagiaires), des domaines d'intervention (des grands travaux des Etats à la cabane de jardin), des capacités d'influence vis-à-vis des maîtres d'ouvrage et des cultures de référence. Il est impossible d'identifier des interactions qui caractériseraient l'existence d'une communauté des architectes, l'unique caractéristique partagée par eux étant l'obligation de s'inscrire à l'Ordre des architectes après des études communes, ce qui traduit malgré tout l'adhésion à un socle commun de références culturelles.

Dans les représentations collectives, les architectes se conçoivent souvent plus comme des artistes que comme des artisans. De cette conception émergent des représentations d'excellence véhiculées par les médias qui diffusent d'un côté l'information nécessaire à l'exercice de la profession et de l'autre la publicité nécessaire à sa survie, les deux aspects étant sur certains supports intrinsèquement liés : grandes revues (Le Moniteur du Bâtiment et des travaux publics et AMC pour les éditions du Moniteur, Architecture d'Aujourd'hui qui a disparu pendant quelques années, D'A, ArchiCrée, Archistorm, Architecture A Vivre, pour la France), médias audio-visuels (Métropolitains pour France Culture, Architectures, Métropolis pour Arte par exemple), prix (comme l'Equerre d'Argent, dominé par les Editions du Moniteur), édition (notamment les éditions du Moniteur¹), quelques institutions culturelles chargées de la médiation (Cité de l'architecture ou Arc en rêve).

Une grande majorité des architectes est très dépendante des commandes privées qui nécessitent un travail de marketing basé sur les réseaux de relations interpersonnelles et d'une commande publique liée à des équilibres politiques complexes qui ne tiennent que très peu compte de la culture architecturale mais sont strictement encadrés par des réglementations techniques.

Les dispositifs « traditionnels » de l'information architecturale

Du point de vue des pratiques informationnelles, Caroline Courbières notait que les architectes sont très dépendants d'une documentation réglementaire et technique indispensable à l'exercice de leur métier (les « règles de l'art ») qui présente la particularité de relever essentiellement de dispositifs marchands [COU 09] : l'information coûte cher, elle est diffusée par des organismes publics ou privés dont le groupe du Moniteur est un exemple. Les architectes sont captifs de réseaux d'information et de formation peu concurrentiels que la diversification des supports vers le numérique n'a pas touchés dans leurs objectifs marchands. Cette information est nécessaire dès les premières phases de la conception architecturale jusqu'aux dernières phases de la réception de chantier et dans les suites des projets (pour l'information juridique ou comptable par exemple). Elle est diffusée par des réseaux institutionnels comme l'Ordre des architectes ou le Centre scientifique et technique du bâtiment qui est placé sous la tutelle de la Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature du ministère de l'écologie. Les industries du bâtiment fournissent également une documentation technique et commerciale liée à leurs produits.

A priori, tous les architectes sont concernés. Pourtant, dans les écoles d'architecture, la formation au développement durable n'est pas nécessairement centrale. A Bordeaux, elle n'intervient qu'en

¹ Le Groupe Moniteur emploie plus de 600 salariés et a été racheté en 2006 par le fonds d'investissement anglo-saxon Bridgepoint

semestre 7 et trois enseignants seulement sont identifiés comme spécialistes de l'environnement. Ce n'est pas le cas de toutes les écoles (Grenoble et La Villette, par exemple). La médiathèque de l'Ecole d'architecture de Bordeaux fait malgré tout du thème de l'environnement une priorité dans la politique d'acquisition et s'attache à collecter l'information technique sur les matériaux notamment. Les médiathèques des Ecoles d'architecture fonctionnent en réseau (ArchiRes) partiellement ouvert sur l'international francophone et sont en cours de construction d'un portail commun. Ce réseau permet un repérage de l'ensemble de leurs ressources, parmi lesquelles les périodiques (et notamment les périodiques centrés sur l'environnement comme *La Maison écologique*) bénéficient d'un dépouillement partagé. La gestion de la documentation sur les matériaux est particulièrement complexe pour les médiathèques. Les écoles de Nancy et de Strasbourg ont créé le CRIT (Centre de Ressources et d'Informations Techniques) pour diffuser cette information, qui concerne de plus en plus les matériaux et les techniques d'éco-construction.

Du côté de l'Ordre des architectes, dont la vitrine régionale est constituée par les Maisons de l'architecture, la mission d'information à destination des professionnels n'est pas très développée. Cette information est plutôt diffusée au niveau national, tandis que les Maisons de l'architecture ont plutôt une fonction de promotion des architectes, de communication et d'animation des réseaux professionnels. La Maison de l'architecture d'Aquitaine ne considère pas l'éco-construction comme un centre d'intérêt majeur, même si, sporadiquement, elle organise appels à projets, ateliers, expositions ou rencontres et publie ou diffuse de la documentation sur le développement durable, par exemple autour de la construction en bois. Le chargé de mission de la Maison de l'architecture reconnaît par ailleurs la difficulté à identifier le concept flou voire mythologique d'éco-construction.

A Bordeaux, les institutions chargées de la diffusion de la culture architecturale, le Conseil de l'architecture de l'urbanisme et de l'environnement (CAUE) financé par le Conseil général de Gironde et *Arc en Rêve*, association financée en partie par la ville de Bordeaux, la communauté urbaine et le Ministère de la culture, ne diffusent pas d'information sur l'environnement à destination des professionnels. Le CAUE de Gironde n'est pas du tout spécialisé sur cette thématique (contrairement aux CAUE du Gers, des Landes et du Lot et Garonne), et *Arc en Rêve* est plutôt centré sur les dimensions spectaculaires et les grands noms de l'architecture, bien que le thème du développement durable soit souvent traité dans les expositions ou dans les rencontres.

Les architectes des bâtiments de France (ABF) enfin, qui assurent une mission de protection du patrimoine, sont souvent impliqués dans la prise en compte des questions environnementales dans l'architecture, à travers des actions de formation ou de communication. L'ABF de la Gironde, par exemple, est très actif sur ces questions. En 2009, le thème du colloque de l'Association nationale des ABF était consacré à l'aménagement durable et au patrimoine.

Les architectes éco-concepteurs comme communauté émergente dans la profession

Plusieurs étapes, au niveau de la politique urbaine, ont marqué des changements, dans le passage de la logique de marché à la prise en compte de préoccupations environnementales : le rapport Brundtland en 1987, la conférence européenne pour les villes durables avec la charte d'Aalborg en 1994, le Grenelle de l'environnement [MAR 09]. Les tendances les plus récentes du côté de l'urbanisme et du paysage sont de considérer que la ville doit être pensée au niveau du territoire local, en prenant en compte les cycles naturels, les productions locales, la production d'énergie renouvelable, la relation du territoire avec l'agriculture, le développement des filières locales... Pour les architectes, cette réflexion sur l'urbanisme, à laquelle ils contribuent, a des conséquences majeures.

La problématique environnementale, si elle émerge dans le débat public depuis quelques décennies seulement, et dans le débat politique depuis quelques années, est, pour les architectes, intrinsèque à la démarche de projet. Non seulement le bâti a un impact physique évident sur l'environnement naturel,

mais également le marché de la construction a un impact énergétique et écologique (transport des matériaux, utilisation de matériaux très polluants, prise en considération ou non de la gestion des ressources à moyen et long terme...) considérable. La démarche environnementale n'est donc pas nouvelle, même si certains architectes, à la suite de Frank Lloyd Wright notamment, ont centré plus précisément leur attention sur la prise en compte, dans la conception des espaces et l'utilisation des matériaux, de l'équilibre écologique, global et humain. La plupart des architectes et des institutions qui les représentent intègrent aujourd'hui une pratique, une réflexion ou un discours sur ces questions. Si l'attention à l'environnement est à la base de la démarche de conception architecturale, elle ne s'est traduite que récemment par des exigences normatives formalisées.

La problématique de l'information dans une communauté émergente

Pour Jacques Perriault, les pratiques sont des habitudes de faire et elles mêlent les savoirs et les représentations qui nous permettent de les comprendre et de les appliquer en fonction des situations [PER 04]. Ce sont ces pratiques que nous avons cherché à caractériser, pour savoir si la dynamique sociale liée à l'activisme militant dans le cadre professionnel a un impact sur les modalités d'organisation des connaissances, et inversement si l'information contribue à la dynamique de construction des connaissances au sein des communautés. S'agissant d'informations en circulation dans des communautés professionnelles, elles sont socialement distribuées, supposées partagées par les membres de la communauté et mobilisées dans les activités professionnelles. En ce sens on peut parler de socialisation et co-construction [CAL 99] des connaissances basées sur des informations (appropriées, diffusées) liées aux contextes d'activités [GAR 10].

C'est dans les sciences de gestion que le concept de communauté est utilisé pour analyser les pratiques d'information et de communication dans les groupes. Selon Wenger, trois dimensions permettent de caractériser une communauté de pratique : l'engagement mutuel (mutual engagement) à l'origine d'une forme de cohésion sociale, une entreprise commune (joint enterprise) dans laquelle les actions sont négociées, un répertoire partagé (shared repertoire) qui combine des ressources mobilisables par la communauté (routines, procédures, outils, symboles, concepts, etc...) [WEN 98]. Andrew Cox, en comparant quatre travaux liés à l'analyse des communautés de pratique, distingue les modèles en fonction de concepts clés comme les dispositifs d'apprentissage, le pouvoir et la gestion des conflits et du changement, le formalisme dans l'organisation, et la diversité des statuts des membres de la communauté et de leurs relations (égalitaire ou inégalitaire) [COX 05].

On voit émerger quelques dimensions essentielles dans la communauté de pratique : une dimension sociale et pragmatique (l'existence d'une activité partagée), une dimension symbolique (le sentiment d'appartenance à un groupe), une dimension cognitive (le partage de ressources et d'outils informationnels). On peut ainsi retenir que la communauté est un type d'organisation sociale basé sur la reconnaissance mutuelle et le partage qui dépassent les identités individuelles. Mais un problème demeure dans les études consacrées aux communautés de pratique : elles s'intéressent souvent à des systèmes fermés, des organisations dans lesquelles existent des autorités identifiables ou émergentes, institutionnalisées ou clandestines, deviennent expertes du management de l'information et de la connaissance. Il est donc nécessaire de caractériser le type de relation qui se tisse derrière la communauté émergente dont on parle, celle-ci pouvant éventuellement avoir un impact sur les modalités de circulation de l'information. Pour vérifier l'existence d'une communauté, on peut inverser le questionnement et se demander s'il existe des pratiques implicites et explicites de collecte et d'échange d'information ET des modalités de coordination qui assurent la communication dans la communauté.

Cartographie des données documentaires en éco-construction

L'émergence de la problématique environnementale dans les réseaux informationnels de l'architecture nous a conduits à compléter les premières enquêtes sur les dispositifs info-communicationnels de l'architecture [COU 09a] et ses langages [COU 09b].

L'hypothèse de la spécificité des pratiques informationnelles dans la communauté des architectes éco-concepteurs a été interrogée dans notre enquête qui a permis de dessiner une cartographie de l'information sur les problématiques environnementales mises à disposition des architectes. Cette enquête a mis en lumière des réseaux traditionnels qui s'adaptent progressivement à la thématique environnementale sans faire preuve d'innovation et des réseaux militants qui sont beaucoup plus actifs mais qui constituent une nébuleuse.

La nébuleuse des réseaux proactifs

Maria Dubroca, responsable du développement à Nobatek², qui côtoie les architectes intéressés par les démarches de développement durable dans le cadre de formations notamment, identifie plusieurs types de réseaux :

les architectes en «éco-construction», militants, qui visent de très petits marchés de la maison individuelle le plus souvent en auto-construction (l'architecte intervient en assistance à maîtrise d'ouvrage) et/ou avec des micro-entreprises. Ces réseaux sont plutôt structurés par les revendeurs de matériaux « naturels », parfois autour de thématiques ésotériques (Feng-Shui, géobiologie...),

les architectes « éco-concepteurs », qui intègrent la problématique environnementale dans l'ensemble des projets en dépassant celle des matériaux pour atteindre les questions énergétiques et des pratiques de conception instrumentées (par des logiciels, le recours à des référentiels communs, la collaboration avec des bureaux d'études spécialisés) ,

les architectes en démarche HQE, qui formalisent la préoccupation environnementale par une démarche certificative qui n'est pas nécessairement (mais parfois) liée à une volonté personnelle mais souvent dictée par les exigences des marchés.

Ainsi, si la démarche environnementale est devenue un point de passage obligé pour les architectes, elle ne relève pas d'un même pas pour l'ensemble de la profession. Les réseaux se tissent en fonction de la taille des marchés, de l'identification des maîtres d'ouvrages, et des interlocuteurs qui interviennent au cours du projet, depuis les bureaux d'études jusqu'aux industriels, fournisseurs de matériaux et entreprises du bâtiment.

Les réseaux économiques

Du point de vue des maîtres d'ouvrage, les collectivités locales construisent depuis quelques années des agendas 21 qui encadrent la construction suivant un calendrier et une logique politique plus que technique reposant sur la communication plus que sur la réalité des compétences des acteurs. Du point de vue des professionnels de la construction et de l'énergie, c'est la démarche HQE qui a permis la concertation des acteurs, coordonnés par le Ministère de l'équipement, pour imposer une certification des produits comme garantie de leur qualité environnementale. L'association HQE ainsi créée a produit en 2000 un référentiel autour de 14 « cibles », outil de management environnemental, ainsi qu'une certification. L'Ordre des architectes, qui participait à la concertation, a quitté l'association en 2000, en désaccord sur ses objectifs, contrairement à l'UNSAFA (Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes) qui en fait toujours partie. La HQE est en effet vivement critiquée par une

² Centre de ressources technologiques qui développe des activités de recherche appliquée et propose des prestations de service dans les domaines de l'aménagement et de la construction durables.

partie de la profession des architectes comme créant une contrainte normative inutile³ et dispendieuse, instrumentalisée par les grandes industries de matériaux et excluant les productions de produits artisanaux à petite échelle en favorisant une logique industrielle qui verrouille les marchés grâce à la certification.

C'est pourtant autour de la HQE que s'est structurée une organisation des connaissances gérée par des professionnels de l'information. Le CSTB, Centre scientifique et technique du bâtiment, communique sur les services d'information qu'il apporte et qui exploitent des outils d'organisation des connaissances comme l'indexation par des « vocabulaires métier », la modélisation des données⁴. Le CSTB organise des formations sur la HQE dans lesquels la « maîtrise documentaire » est présentée comme essentielle pour gérer et conserver la mémoire de chaque opération. Les référentiels de la HQE constituent des formats qui permettent de gérer les informations et de les communiquer dans les relations entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. La base de données française de référence sur les caractéristiques environnementales et sanitaires des produits de construction (INIES) répertorie les produits disposant d'une Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire et propose un lexique. L'association professionnelle CD2E (Création Développement EcoEntreprises) propose une base des éco-matériaux avec une recherche par familles d'éco-matériaux et par noms commerciaux. Chaque produit fait l'objet d'une fiche descriptive avec des informations sur les avis techniques. L'éco-conception, l'évaluation environnementale des produits de type Analyse du Cycle de Vie et la communication sur les allégations environnementales relatives aux produits sont normalisées au niveau international (normes ISO 14040 et 14044 pour l'analyse du cycle de vie par exemple). Le réseau "BATI ENVIRONNEMENT - ESPACE PRO" propose « un outil pour tous les professionnels du cadre bâti » dans lequel l'information n'est pas vraiment organisée. Les bases de données sont payantes et souvent trop coûteuses pour les architectes dans les petites structures.

Les fiches produits et les DTU (documents techniques unifiés) fournissent une information fortement normalisée mais dont l'accès est coûteux financièrement et en temps de travail, et le champ d'intervention incomplet, puisque de nombreux matériaux utilisés en éco-conception sont innovants et ne font pas encore l'objet d'une certification. Leur utilisation représente donc un risque pour l'architecte comme pour le maître d'ouvrage. L'information sur ces matériaux qui ne constituent pas encore un enjeu économique fort reste donc peu organisée, et sa structuration repose plus sur des micro-réseaux sociaux que sur des organisations socio-économiques puissantes.

Les réseaux associatifs

Si les industriels pèsent d'un poids certain sur l'évolution des normes et tentent ainsi de contrôler les marchés, le tissu associatif qui concerne plutôt les militants écologistes et les éco-constructeurs est également très dynamique. En Aquitaine, l'Ecocentre du Périgord, dirigé par un architecte, et celui de la Gironde, dirigé par un artisan, tissent des réseaux de proximité de professionnels et de particuliers qu'ils forment aux techniques de l'éco-construction et tentent de se positionner dans une visée d'éducation populaire et de partenariat avec les collectivités territoriales. L'Ecocentre du Périgord est un centre de ressources et organise tous les deux ans un éco-festival. De nombreuses associations traitent également de thématiques liées à l'éco-construction, plutôt dans une perspective de défense du patrimoine et de l'environnement : Horizon Vert à Villeneuve sur Lot, Maison paysanne de France et la Maison de la nature et de l'environnement. Ces associations n'ont souvent pas les moyens d'assurer la diffusion à grande échelle de l'information, encore moins ceux de proposer ni même d'utiliser des outils d'organisation des connaissances.

³ Voir par exemple les discours de Rudy Ricciotti qui parle de « fourrure verte » du « politiquement correct » pour la HQE

⁴ http://www.cstb.fr/fileadmin/documents/telechargements/TIC/Plaque_service_info_logicielsmetiers_oct09_BD.pdf

Les réseaux éco-citoyens sur internet

Le tissu professionnel et associatif susceptible de fournir de l'information utile aux architectes n'étant finalement pas très épais ni très diversifié, puisqu'il est encadré par des contraintes économiques, normatives ou politiques très fortes, les architectes occupent également des réseaux informels dont certains ont acquis une visibilité quasi-institutionnelle. C'est le cas par exemple du blog Ecolo-Info créé par Anne-Sophie Novel, en position dominante dans le classement des blogs sur l'environnement, et qui a permis à ses animateurs de développer une expertise dans les activités de gestion de l'information. Dans le domaine de l'architecture, les informations relayées par EcoloInfo concernent plutôt les particuliers intéressés par l'éco-construction.

Modalités des interactions dans la communauté des architectes éco-concepteurs

La configuration de la communauté présuppose l'existence d'un engagement des personnes qui repose sur l'« ajustement réciproque des actions » mais pas nécessairement la symétrie, ou un régime d'action uniforme, dans la coordination de l'ensemble. Et l'ethnométhodologie invite à prendre en compte les rigidités, les blocages, autant que la fluidité dans la compréhension des réseaux sociotechniques et leur coordination [DOD 93]. L'interaction peut également être caractérisée par des pratiques implicites dans des collectifs distribués (la distribution supposant la diversité des objectifs, des cultures, des compétences) qui permettent au collectif de se constituer en communauté et d'évoluer [RIP 08].

Si le fait de centrer l'analyse sur la communauté témoigne d'un intérêt pour les pratiques dans une perspective pragmatique et interactionniste plus que pour les structures, il est néanmoins nécessaire d'effectuer un premier repérage de l'offre institutionnelle et structurelle d'information avant de caractériser la communauté des architectes éco-concepteurs pour vérifier son existence même.

Les entretiens révèlent une certaine diversité des pratiques et des outils de collecte et d'organisation de l'information chez les professionnels interrogés attachée essentiellement à l'âge et aux domaines de compétence professionnelle des architectes. Dans l'examen de ces pratiques, il faut isoler ce qui relève spécifiquement de l'engagement environnemental du point de vue documentaire et informationnel. En effet, chez de nombreux architectes observés, on remarque des pratiques de structuration de l'information, soit sur des supports matériels (bibliothèques, rayonnages, classeurs, dossiers) utilisant un signalement et un classement de l'information, soit sur le support informatique avec l'utilisation de serveur et l'organisation de l'information en dossiers partagés au sein d'équipes, souvent en types de projets et par dates. Du point de vue générationnel, même si l'outil informatique est incontournable chez les architectes, la pratique systématique de la collecte d'information sur internet ne l'est pas pour la plupart, alors qu'elle est fondamentale pour d'autres. Pour ceux qui utilisent largement l'internet, les « réseaux sociaux » sont utilisés depuis longtemps. Les forums et les blogs, en particulier, ont permis aux « pionniers », qui ne trouvaient que très peu d'information il y a quelques années, de partager leurs sources tout en restant dans des pratiques isolées. Pour l'information verte, l'organisation de l'information révèle des pratiques d'indexation spontanée et de classement thématique qui semblent plus prégnantes que pour le reste de l'information essentiellement classée par projets. Le contenu de l'information est également plus souvent critique, et pas seulement descriptif.

C'est l'engagement militant, soit au sein d'associations, soit au sein de partis politiques (Europe Ecologie en particulier), soit à travers des mandats électifs dans les collectivités territoriales, qui semble structurer fortement les pratiques sociales d'organisation et de diffusion d'information. Cet engagement provoque des échanges sociaux qui compensent l'isolement traditionnel des architectes et leur dépendance de sources d'information très structurées et figées. Il semble également lié à une

pluralité des modalités de la pratique professionnelle : enseignement, conseil dans les CAUE, interventions auprès des collectivités dans le cadre de projets d'urbanisme. Les entretiens individuels montrent en effet que les tentatives d'organisation de l'information existent essentiellement chez les éco-concepteurs « militants » et pas chez ceux qui restent dans des pratiques individuelles.

Conclusion

L'émergence de pratiques d'organisation des connaissances dans la communauté des architectes éco-concepteurs semble reposer sur la nécessité individuelle de trouver des informations peu ou non disponibles sur les réseaux institutionnels et sur la nécessité collective de les diffuser à des fins d'utilisation sur les réseaux militants. Tous les éléments ne semblent pourtant pas encore réunis pour que l'on puisse parler de cognition distribuée, la coopération manquant encore d'outillages dans les processus d'interaction sociale.

Bibliographie

- [COX 05] COX A., What are communities of practice ? A comparative view of four seminal works. *Journal of Information Science*, 31, 2005, p. 527-540
- [CHA 10] CHAMPY F., La culture professionnelle des architectes, in *Sociologie des groupes professionnels*, La Découverte, 2010, p. 152-162.
- [COU 09a] COURBIÈRES C., Le recours à la documentation en architecture. In COUZINET V., dir. *Dispositifs info-communicationnels : questions de médiation documentaire*. Paris : Hermès, Lavoisier, chapitre V, 2009, p.197-228.
- [COU 09b] COURBIÈRES C., FRAYSSE P., Langages de l'architecture / architecture des langages : construction du sens dans le vocabulaire architectural. In *Intelligence collective et organisation des connaissances. Actes du 7^{ème} colloque du chapitre français de l'ISKO* (Lyon, 24-26 juin 2009), p. 239-248.
- [DOD 93] DODIER, N., Les appuis conventionnels de l'action. *Éléments de pragmatique sociologique. Réseaux*, volume 11 n°62, 1993, p. 63-85
- [GAR 10] GARDIÈS C., FABRE I. et COUZINET V., « Re-questionner les pratiques informationnelles », *Études de communication*, 35 | 2010, [En ligne], URL : <http://edc.revues.org/index2241.html>. [Consulté le 13 avril 2011]
- [GUY 09] GUYOT, B., Prendre la mesure de la place qu'occupe l'information en milieu professionnel : questions de méthode. Evolutions technologiques et information professionnelle : pratiques, acteurs et document Université Stendhal, Grenoble 3 - Institut de la communication et des Médias, Echirolles, 10-11 décembre 2009, en ligne : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2010-supplementB/Guyot/index.html
- [MAR 09] MARQUES, R., La troisième rupture, Actes du colloque Aménagement durable et territoires in *La pierre d'angle*, n° 49-50, mai 2009, p. 40-45
- [PER 04] PERRIAULT J., « Le numérique : une question politique », *HERMES*, N° 38, 2004
- [RIP 03] RIPOCHE G., SANSONNET J.-P., GASSER L., Extraction de pratiques collectives distribuées à partir d'interactions langagières. in *Journée thématique COMETE «Traces, interactions, co-constructions collectives et relations à la cognition»*, (AS RTP 38). Paris, 2003.
- [WEN 98] WENGER, E., *Communities of Practice: Learning, Meaning and Identity*, Cambridge University Press, 1998